



Organisation de Femmes Egalité

Réunion publique
28 Mars 2015 – Paris

Intervention d'Ana Azaria
Présidente

Comme l'année dernière, nous organisons cette après-midi pour clôturer les activités qui célèbrent le 8 mars « Journée internationale de lutte et de solidarité des femmes ».

Pour nous, le 8 mars reste d'une actualité brûlante. C'est une occasion importante de célébrer les luttes que mènent les femmes pour défendre leurs droits, pour porter dans la rue leur aspiration à une société de progrès, juste et égalitaire.

Et ce combat-là n'a pas de frontières. C'est pour cela qu'aujourd'hui, nous sommes toutes réunies ici : femmes de France, femmes marocaines, burkinabés, tunisiennes, grecques... à l'occasion de cette date chargée d'histoire, proposée en 1910 par une figure du féminisme mondial, Clara Zetkin. Clara était une dirigeante politique, une femme allemande. Parce qu'il n'y a pas que des « Angela Merkel » en Allemagne. En Allemagne, il y a eu et il y a aussi un peuple, des militantes, des travailleuses qui se battent et qui sont solidaires des autres peuples.

A l'occasion de cette date, nous faisons ressortir au grand jour toutes nos luttes. Car nous ne luttons pas qu'un seul jour par an ! Notre combat est permanent. Nous n'avons pas arrêté de nous battre tout au long de l'année. Les mauvais coups n'ont cessé de tomber, et ça va continuer. Même si, pour le moment, il y a une petite « trêve », due aux élections ; la « trêve » finit demain !

Nous sommes loin des bonnes paroles « d'union nationale » prononcées début janvier par François Hollande et son gouvernement, après les attentats terroristes. Nous avons vite été rattrapés par la réalité de la féroce exploitation que les patrons nous imposent avec leur aide.

Parmi les attaques que nous essuyons, il y a en premier la Loi Macron

De cette loi, ce sont les mesures sur le travail du dimanche et en soirée qui sont les plus connues. Elles ont été présentées tout à l'heure par Céline Carlen. Si on sait que ce projet de loi contient une profonde remise en cause du repos dominical, le mérite en revient aux mouvements dans le commerce. L'opposition aux ouvertures de magasins le dimanche et en soirée s'est exprimée avec force !

Mais il n'y a pas que ça dans cette loi. Les licenciements vont être facilités, le tribunal des prud'hommes va disparaître, l'Inspection du travail est démantelée... Cette loi est un véritable « permis de surexploiter » offert aux patrons. François Hollande, Manuel Valls, Emmanuel Macron (ce financier devenu ministre), ont la mission de démolir toutes les protections que les salariés ont arrachées à travers d'innombrables luttes, ces barrières que les salariés ont érigées pour limiter leur exploitation par le patronat. Ce gouvernement pousse de plus en plus loin la liberté d'exploiter des patrons, leur liberté de s'enrichir sans vergogne sur notre dos.

Parlons aussi de salaires

Dans notre société, il y a deux camps. D'un côté, nous avons ceux qui s'enrichissent de manière éhontée, et qui le font au grand jour. Pour les uns ce sont les millions, pour les autres les centimes.

Parce qu'en face de ceux qui s'enrichissent, il y a ceux qui en paient le prix.

Alors que pour l'autre camp, celui des plus nombreux, celui qui paie le prix de l'enrichissement des patrons, le SMIC vient d'augmenter de 0,8% là, en janvier.

On nous dit qu'il n'y a pas d'inflation, que les prix diminuent ???!

Mais que constatons-nous sur nos factures : le loyer, l'électricité, le transport diminuent ?? C'est le prix du carburant qui a diminué, ce sont les forfaits téléphoniques qui ont diminués, mais on ne paie pas notre loyer avec le téléphone portable, et on ne se nourrit pas de carburant !

Cette injustice sociale est tout simplement scandaleuse.

Mais les salariés se mobilisent !

Ils se défendent contre cette forme d'austérité qui leur est imposée par les employeurs et que sont les bas salaires.

Nous saluons en particulier les femmes de chambre de l'Hôtellerie. Elles travaillent le plus souvent pour la sous-traitance, et elles ont commencé à ouvrir une brèche pour l'augmentation des salaires.

Ces travailleuses, précaires, qui subissent de plein fouet la surexploitation et qui sont cantonnées aux bas salaires, ont occupé le terrain de la lutte pendant plusieurs mois. Les grèves se sont succédées les unes après les autres. Avec leurs syndicats, elles ont imposé des augmentations de salaires et parfois leur réintégration dans le groupe. C'est le cas dans plusieurs grands hôtels : Campanile, Première classe, Louvre Hôtels, Park Hayatt Vendôme, Royal Monceau.

A Carrefour Market, les personnels se mobilisent contre les bas salaires depuis le mois de février. Là aussi, les bas salaires concernent un secteur très féminisé.

La grogne monte. Et pas que dans les secteurs féminisés. Il y a Vinci, les aéroports de Paris, Renault, Talés, Michelin, Sanofi : partout, il y a eu des débrayages, des grèves autour de la même revendication, celle de l'augmentation des salaires.

Dans les mauvais coups qui s'accumulent contre nous, l'autre grand volet c'est la politique d'austérité.

Elle est mise en place par le gouvernement à travers toutes les restrictions budgétaires. Et si tout le monde en subit les conséquences, ce sont encore les femmes qui sont mises grandement à contribution.

Nous allons prendre deux exemples.

- A Argenteuil, le maire UMP, Monsieur Mothron, applique scrupuleusement la restriction budgétaire.

Ce sont près de 600 contrats qui ne seront pas renouvelés, des personnes qui, chaque jour sur le terrain, effectuent un travail considérable. C'est le service de l'enfance qui est le principal visé. Dans ce service, ce sont essentiellement des femmes précaires, avec des enfants à charge, et beaucoup de femmes seules qui sont touchées.

Il s'agit des animatrices, des ATSEM... des personnels qui, chaque jour, effectuent un travail des plus importants en direction de nos enfants. Ces personnels ont organisé des assemblées générales et un mouvement de grève pour s'opposer aux conséquences désastreuses tant sur leurs emplois qu'en matière de service rendu à la population.

- L'autre exemple concerne l'Hôpital public. Fin février, Marisol Touraine, la ministre de la santé, annonçait une diminution de 3 milliards d'euros pour les hôpitaux d'ici 2017, dans le cadre du plan d'économies du budget de la Sécurité Sociale (10

milliards). Les hôpitaux devront supprimer 66 000 emplois d'ici 2017 ! Il s'agit des départs en retraite qui ne seront pas remplacés. Mais il y a aussi toute une série de missions qui sont en train d'être externalisées. La sous-traitance va se répandre dans les services de soins.

A l'Hôpital universitaire de Strasbourg où les locaux communs, bureaux, vestiaires, couloirs extérieurs, sont déjà entre les mains d'une entreprise extérieure, les ASH (agents de service hospitalier) des services de soins viennent d'apprendre que leurs missions allaient être confiées à la sous-traitance. Deux pôles vont servir de cobayes : la pédiatrie et la gynécologie-obstétrique. Les personnels se sont rassemblés et ont fait grève pour faire entendre leur colère.

A travers tous ces exemples de lutte, nous voulons démontrer que nous sommes bien dans un moment où les résistances s'expriment de manière forte. Ces résistances ne sont pas médiatisées ! Mais toutes ces résistances contribuent à construire, pierre après pierre, un barrage à la politique d'austérité.

Nous voulons aborder ici le climat dangereux qui est en train de s'installer.

Depuis les attentats du mois de janvier, des propos racistes, des actes, des provocations se développent. Avant-hier encore, les médias nous parlaient d'une jeune femme enceinte qui a été agressée à Toulouse parce qu'elle portait le voile. N'oublions pas : ce climat s'installe dans un contexte d'intervention militaire française dans plusieurs pays du Moyen Orient et d'Afrique, et dans une situation de déclaration de guerre contre un ennemi intérieur « le terrorisme islamiste ». C'est dans cette situation que la Laïcité, la séparation entre l'Eglise et l'Etat, devient un instrument utilisé par le pouvoir, les partis politiques et y compris des associations, pour stigmatiser la population de religion ou de culture musulmane.

Comme beaucoup, notre organisation a condamné fermement les attentats du mois de janvier. En l'espace de 3 jours, 17 personnes ont été assassinées : les journalistes de Charlie Hebdo visés en premier, la jeune policière à Malakoff ; et pour finir, les 4 personnes de confession juive tuées dans le magasin hyper cacher Porte de Vincennes. Ce sont là des actes odieux !

Si les militantes de Femmes Egalité se sont retrouvées nombreuses dans les rassemblements spontanés qui ont regroupé des milliers de personnes le soir même du 7 janvier, notre organisation n'a pas appelé aux marches du 10 et 11 janvier.

Nos raisons ? Et bien notre première préoccupation a été d'expliquer ce qui se cachait derrière cette « union nationale ». Ce sont les responsables de la situation dans laquelle se trouve notre pays qui ont appelé à se regrouper derrière eux. Ils avaient un objectif : effacer nos intérêts contradictoires. Ce sont les mêmes dont nous venons de parler, ceux qui ont participé à jeter les femmes et les hommes du peuple dans la misère, qui ont contribué à déclencher les guerres et à mettre à feu et à sang de nombreux pays du Moyen Orient. Toutes ces dernières années, ils et elles ont contribué à banaliser l'intolérance et le racisme. Et ce sont les mêmes derrière lesquels nous étions priés de nous ranger silencieusement. Ca, Femmes Egalité l'a REFUSE !

Nous avons tout du long dénoncé **sans ambiguïté** l'amalgame qui était fait entre croyance et fanatisme, la stigmatisation des personnes de confession ou de culture musulmanes. Le racisme anti arabe est en train de monter en puissance. Banaliser le Front National, banaliser les propos racistes y contribue.

Il y a des millions de femmes et d'hommes de notre pays qui sont montrés du doigt comme étant un « vivier potentiel du djihadisme musulman ». C'est une partie de notre peuple qui est stigmatisée. Nous ne l'acceptons pas !

Nous tenons à la laïcité. La loi de 1905 garantit à chacun le droit de croire ou de ne pas croire, de pratiquer la religion qu'il a choisi ou de n'en pratiquer aucune. Cette loi fait des croyances une affaire privée. L'Etat ne doit pas s'en mêler.

Cette loi a permis de développer la tolérance envers les autres. Elle nous permet de vivre ensemble en société. Le recul de l'influence des Eglises dans la vie politique et dans la société en général a été un atout pour l'avancée des droits spécifiques des femmes.

Dans la lutte pour notre émancipation, ici en Europe, nous avons dû nous affronter souvent à l'Eglise catholique, qui voulait imposer ses interdits par la voix de ses autorités, notamment celle du pape : le divorce, la contraception, l'avortement, l'utilisation du préservatif, l'homosexualité... Oui la laïcité est un atout pour les droits des femmes.

Mais nous dresser contre les manifestations vestimentaires, contre des habitudes alimentaires, partir en guerre contre les signes religieux, tout cela au nom de la laïcité, c'est utiliser la laïcité pour stigmatiser, pour créer des tensions, pour diviser les masses populaires à un moment où, comme nous l'avons dit, il faut travailler à nous unir pour venir à bout de la politique d'austérité !

Et c'est à cette unité que nous travaillons, avec les femmes du peuple ici, mais aussi dans le monde.

Et il souffle un vent d'espoir, qui nous vient en particulier de deux pays : le Burkina Faso et la Grèce.

- Pour le Burkina Faso, il s'agit d'une insurrection populaire qui, le 30 et 31 octobre 2014, a fini par chasser un président corrompu, Blaise Compaoré et une partie de son clan.

Après 27 ans de pouvoir, le peuple les a obligés à fuir hors du pays, et la France les y a aidés !

Les femmes burkinabées se sont mobilisées massivement dans les mouvements qui ont conduit à la chute de Compaoré.

Ce sont des années de résistances et de mobilisations contre l'impunité des crimes, la corruption généralisée, la gestion mafieuse des ressources économiques du pays qui ont transformé la colère populaire en insurrection.

Nous avons suivi de très près et soutenu ces résistances à travers nos liens avec l'Organisation de Femmes du Burkina Faso Kebayina.

Bien sûr, tout n'est pas réglé. Le « pouvoir de la transition » qui a été mis en place ne répond pas aux aspirations du peuple burkinabé. Mais il doit faire face à l'esprit de lutte qui est plus que jamais présent au sein de ce peuple. Le 4 février, il y a eu une journée de lutte contre l'augmentation des prix du carburant, avec des rassemblements importants. Les femmes et les hommes du peuple burkinabé restent très mobilisés.

Ce qui se passe au Burkina Faso mérite toute notre attention. C'est une source d'espoir en Afrique, où les peuples sont en quête d'alternative face aux régimes autoritaires mis en place par les impérialistes au premier rang desquels figure la France.

- Plus proche de chez nous, en Europe, le peuple grec vient de porter au pouvoir un gouvernement avec un programme qui rompt avec la politique d'austérité imposée par la Troïka depuis 5 ans.

La Troïka, c'est le FMI, la BCE et la Commission européenne. Nous ne parlerons pas de cette politique et de ses conséquences. Anastassia et Mania, comédiennes grecques et

militantes de Syriza, vont l'aborder tout à l'heure à travers les textes qu'elles vont nous lire.

Mais nous tenons à mettre l'accent sur le fait que ce peuple courageux, ce peuple qui refuse de se soumettre aux diktats des institutions financières, ce peuple est l'objet de pressions immenses pour le faire rentrer dans le rang, et lui faire accepter les plans d'austérité.

La victoire électorale de Syriza a ouvert une brèche qui nous permet de comprendre que la rupture avec la politique néolibérale de l'UE est nécessaire et possible.

Mais pour que cette rupture s'impose, il nous faut créer un rapport de force international. Il nous faut renforcer la lutte contre l'austérité ici en France. Il nous faut faire reculer le gouvernement, le patronat, les financiers ici, dans notre pays. Et les femmes des milieux populaires avec leurs luttes sont en train d'y contribuer.

De ce point de vue, la journée de mobilisation à l'appel des syndicats prévue le 9 avril est très importante. Soyons très nombreuses à faire grève et à participer à la manifestation. Femmes Egalité aura un point fixe ici à Paris. Nous vous invitons à venir nous rejoindre.

Nous sommes convaincues que nos luttes sont le meilleur rempart contre l'avancée de la réaction !

Organisation de Femmes EGALITE
Pour l'émancipation et le progrès social
femmesegalite@yahoo.com www.femmes-egalite.org